

Nampula en guerre

SI cette étude ne provient pas d'une enquête effectuée sur la guerre elle-même — nous ne disposons à cet égard que de l'information commune à quiconque a travaillé deux ans dans un district de la province de Nampula — elle est néanmoins fondée sur l'approche des rapports sociaux en milieu rural que nous avons présentée dans le rapport « *Transformação da organização social...* » (1) sur lequel nous nous appuyons pour formuler des hypothèses qui nous paraissent plausibles, compte tenu des sources à notre disposition.

Les actes de terrorisme aveugle auxquels se livrent les membres de la RENAMO et la nature des liaisons internationales qui conditionnent son existence sont bien connues. Mais on sait également que les « bandes armées » ont été en mesure, au moins dans la province de Nampula, de recruter certains de leurs hommes parmi les populations locales, et pas seulement par le rapt. Il faut donc analyser la nature de la base sociale dont dispose la RENAMO dans la province, et comprendre que le sens de l'engagement éventuel de certains paysans aux côtés de cette organisation peut être tout à fait étranger aux objectifs stratégiques propres à cette dernière.

Nous tenons à souligner que le fait de tenter d'identifier les responsabilités de l'État et du FRELIMO — qui sont grandes — dans la constitution de cette base sociale depuis quatre ou cinq ans, et de reconnaître l'existence d'une convergence entre les intérêts de la RENAMO et certaines aspirations d'une fraction de la paysannerie n'implique à l'évidence aucune complaisance ni sympathie de notre part à l'égard de la RENAMO. Nous partageons l'analyse faite par le FRELIMO quant à la genèse de la RENAMO, la nature de ses soutiens internationaux et ses objectifs politiques réels.

Néanmoins, notre compréhension va aussi aux jeunes sans espoir, aux paysans expulsés, lésés, marginalisés et menacés par la faim,

comme aux vieux chefs de terre qui n'exploitent plus personne depuis longtemps, investis parfois de fonctions de défense des intérêts vitaux de leurs dépendants dans le cours d'un processus qui les dépasse.

Aucun de ces milieux sociaux ne ressemble à une « bourgeoisie » ni à une « nouvelle petite bourgeoisie » rurale. Si une couche sociale de ce type émerge dans la région du Eráti, c'est du côté des membres et des alliés de l'appareil d'État qu'il faudrait la chercher — encore que les conditions de sa reproduction soient bien fragiles, et les avantages dont elle dispose dérisoires. Ceux dont la misère, l'aveuglement et la révolte sont exploités par la RENAMO, et qui en viennent parfois à prendre les armes à ses côtés, ne sont pas, par leur position sociale, des « ennemis du peuple ».

Comment l'épanouissement de conflits nouveaux depuis une dizaine d'années, le développement de nouvelles différenciations sociales internes à la paysannerie résultant du « processus de socialisation des campagnes » (l'édification de « villages communautaires ») ont-ils créé un milieu favorable à l'extension de la guerre ? Pour le comprendre, il faut identifier les catégories sociales particulièrement vulnérables, « sensibles », et tenter de fournir un cadre permettant d'analyser les conditions de leur éventuel engagement dans la guerre. Cela concerne :

— les populations déplacées au cours du processus de villagisation,

— une fraction de la jeunesse,

— les catégories dominantes de la structure politique lignagère.

Enfin, il faut tenter de comprendre comment la simple présence de la RENAMO dans une zone peut modifier qualitativement la forme de l'expression des forces sociales, protagonistes des conflits qui traversent la paysannerie actuellement.

Les populations déplacées au cours du processus de villagisation

La construction des villages communautaires a favorisé la montée en puissance des segments lignagers contrôlant traditionnellement

(1) La présente étude répond à une demande portant sur l'analyse de la guerre dans la province de Nampula, formulée par le Centre d'études africaines de l'Université E.-Mondlane de Maputo, aux auteurs du rapport « *Transformação da organização social e do sistema agrária do campesinato no distrito de Eráti : processo de socialização do campo e diferenciação social* ». Ce dernier rapport a été publié par le département d'Archéologie et

d'Anthropologie de l'Université E.-Mondlane (DAA-UEM), il présente les résultats d'une enquête menée en collaboration avec le département de Développement rural du ministère de l'Agriculture (DDR-MA), 101 p., dactyl. Une version légèrement différente du présent texte est simultanément publiée, en portugais, dans la *Revista Internacional de Estudos Africanos*, Lisbonne, n^{os} 4-5, janvier-décembre 1987, pp. 303-318.

les territoires sur lesquels ont été édifiés les villages, ainsi que de leurs alliés matrimoniaux immédiats, disposant de concessions sur ces territoires (2). Que ce soit le fruit d'une stratégie consciente ou du hasard, ces gens ont été en mesure d'occuper des positions de pouvoir politique et administratif clé au sein de la population (appareil du Parti, administration de cercle et de localité, présidence de coopérative de consommation, etc.), dès lors qu'ils ont vu s'établir un village sur leur territoire (*mutthetthe*). Ce processus a eu pour conséquence :

- la marginalisation politique d'une majorité de la paysannerie occupant des territoires voisins ou éloignés de ceux où ont été édifiés les villages ;

- son exclusion de l'accès aux marchandises disponibles dans les coopératives de consommation des villages.

Toutefois, la pression administrative est demeurée relativement faible jusqu'en mars 1984, et les populations, même lorsqu'elles ont été obligées de construire des maisons dans les villages, ont continué d'occuper leurs anciennes paillotes sur leurs territoires lignagers et d'y cultiver leurs terres. Leur base productive est demeurée pour l'essentiel inaltérée. Mais devant l'extension spectaculaire des activités du MNR dans la province à partir de mars 1984, l'armée a imposé la villagisation intégrale des populations du district (Eráti) et la destruction des maisons maintenues sur les territoires traditionnels, en habitat dispersé. Les gens déplacés de force ont été victimes, dans certaines localités, d'intimidations, de chantage à la terreur de la part de la milice chargée de mettre en œuvre cette politique (3).

Une majorité de la paysannerie se trouve alors placée dans une situation de subordination non plus seulement politique et administrative, mais économique et sociale, toujours au bénéfice des nouveaux groupes dominants qui émergent à la faveur de l'édification des villages. En effet, contraintes d'emprunter des terres aux membres des groupes dominants qui en contrôlaient l'accès alentour des villages, les populations déplacées se sont vu délivrer des terres usées, à faible productivité, ou au contraire des friches très denses, sans garantie de pouvoir y conclure un cycle de rotation, avec l'obligation plus ou moins explicite d'y entretenir les arbres frui-

(2) Ce processus est décrit dans le rapport DAA-DDR mentionné ci-dessus, où l'analyse s'étaye de l'observation de quatre villages communautaires et des constantes remarquables dans l'histoire de leur formation. Rappelons, puisqu'il y a eu souvent des malentendus sur ce point, que ces nouveaux groupes privilégiés sont distincts de ceux des ex-chefs de cantons (*régulos*) de l'époque coloniale.

(3) Les paysans tentaient de récupérer le

chaume de leur ancienne paillote avant que les miliciens ne le brûlent, afin d'en couvrir leur future maison au village (en mars, l'herbe naissante n'est pas encore utilisable pour le revêtement des paillotes). Mais dans la localité de S. Machel par exemple (ex-canton de Mejuco), les miliciens chargés de détruire les habitations dispersées n'ont laissé récupérer les chaumes qu'à la condition qu'on leur cédât volailles, chèvres, porcs ou alcool de cajou.

tiers des possesseurs légitimes (leurs arbres à elles furent abandonnés). La productivité de leur travail s'est affaiblie encore du fait de l'éloignement excessif des anciens champs, lorsqu'ils ne furent pas totalement abandonnés, et de la distance des différents champs entre eux, au hasard des emprunts.

La base productive, la capacité de reproduction physique d'une grande partie de la paysannerie est cette fois menacée ; toute une catégorie de la population se trouve précarisée socialement et économiquement, après avoir été marginalisée politiquement et mise sous la dépendance administrative des nouveaux groupes dominants. La disette qui a sévi dans la région en janvier-février 1985 en témoigne : un grand nombre de paysans n'ont eu d'autre solution, face au maigre produit de leurs travaux et à l'épuisement de leurs réserves qui en a résulté, que d'aller échanger leur travail contre de l'alimentation (*olola*) auprès des familles disposant encore de réserves. Or ceux qui ont des réserves sont les mêmes qui occupent et contrôlent le territoire sur lequel ont été édifiés les villages : ce sont ceux qui n'ont jamais quitté leurs champs et s'assurent l'accès aux terres les plus fertiles et les plus proches. Cet « échange » : travail contre nourriture est notoirement inégal ; il favorise une accumulation de produits dans les greniers de ceux qui bénéficient du travail ; il accuse encore la différenciation économique au profit des nouveaux groupes dominants et il tend à accentuer la mise en dépendance et la précarisation des populations déplacées.

Ces populations constituent un milieu sensible et instable, très large et socialement très hétérogène, probablement susceptible de manifester au moins une neutralité bienveillante à l'endroit de la RENAMO. Les plus radicaux ou les plus désespérés des paysans privés de leurs terres et de leurs moyens de subsistance, soumis à la domination et à l'exploitation d'un groupe villageois, sont-ils susceptibles de rallier la guérilla ? Notons que, même en l'absence de toute activité de la RENAMO, certains groupes de familles semblent avoir refusé d'entrer dans les villages, dans les conditions de subordination et de précarité sociales qui viennent d'être évoquées. C'est du moins ainsi que, selon nos informations, nous sommes amenés à interpréter l'existence de groupes errant en brousse, rassemblant femmes, vieillards et enfants, et dont les hommes valides assurent la subsistance par le pillage. Chassés de leurs terres, mais refusant de s'installer dans les villages, une minorité de paysans aura franchi le pas de la marginalisation totale en s'adonnant à une économie de pillage. Ces gens disposent de sagaies et de machettes, mais pas d'armes à feu, et ils n'avaient vraisemblablement jamais été en contact avec la RENAMO lorsque les hommes ont été tués par les FPLM (l'armée : *Forças Popu-*

lares de Libertação de Moçambique), les femmes emprisonnées et les enfants confiés à une institution sociale (4).

Toutefois, si les conflits engendrés par la villagisation forcée aménagent un terrain social propice à l'extension des activités de la RENAMO, s'ils peuvent même prendre ponctuellement et marginalement une forme violente, comme en témoignent les faits dramatiques qui viennent d'être relatés, ces conflits seuls, en l'absence de la RENAMO, ne provoquent pas la guerre. Nous y reviendrons plus loin.

Les catégories sociales dominantes de la structure politique lignagère

Sans doute les anciens chefs de canton (*régulos* et *cabos*) ont-ils perdu, avec leur pouvoir administratif, beaucoup de leur influence au lendemain de l'indépendance. A ce titre, certains d'entre eux peuvent être réceptifs à la propagande de la RENAMO qui leur laisse espérer la restauration de prérogatives perdues. Ils constituent également un réseau politique et social toujours vivant, couvrant l'ensemble de la province, et favorisant éventuellement la pénétration des agents de la RENAMO — réseau du reste utilisé par le FRELIMO en son temps, et que la PIDE (police politique portugaise) a su consciencieusement décrire (J. Branquinho, 1968).

Il convient toutefois de nuancer une image parfois schématique de la situation et des motivations de ces personnalités :

— Rappelons que les chefs de cantons, même investis rituellement et disposant de la légitimité traditionnelle, tenaient une grande part de leur autorité de leurs fonctions administratives et de l'existence de l'appareil colonial au sein duquel ils agissaient. Les prestations en travail par exemple, dont la plupart d'entre eux bénéficiaient jusqu'en 1975, représentaient une extorsion du travail des populations placées sous leur juridiction inexistante avant la conquête coloniale, et ce mode de ponction, né dans la situation coloniale, a disparu spontanément (pour l'essentiel) avec elle, lors de la destruction de l'appareil colonial à l'indépendance. De ce point de vue, l'exclusion, sur l'initiative du Parti, des anciens chefs de canton de la vie politique rurale depuis une dizaine d'années a reçu l'approbation d'une partie importante de la population (5). Il ne faut donc pas surestimer a priori les capacités mobilisatrices des anciens

(4) Nous nous référons à un groupe venu de Muecate, qui a pénétré le district du Eráti vers septembre 84.

(5) Ils assument toujours les fonctions rituelles et politiques importantes : l'introduction des chefs de lignages par exemple

ne peut se faire sans eux, même si leur opinion n'a plus le même poids que jadis. Ils président au conseil des *mahumu*, l'assemblée (clandestine) des chefs de lignages de leur ancienne chefferie (voir rapport DAA-DDR).

régulos au sein des populations, même si les plus déterminés d'entre eux ont pu être tentés de capitaliser à leur profit la canalisation et la radicalisation des mécontentements que la guérilla opère, par sa simple présence dans une région.

La stratégie adoptée par l'administration à l'égard des anciens *régulos* dans le district du Eráti fut de les suspecter a priori en cas d'intervention de la RENAMO dans la zone de leurs anciennes juridictions. Humiliés, insultés et menacés par l'armée, ils durent participer avec zèle aux actions de « vigilance » locales, et furent menacés d'emprisonnement automatique à la première action de la guérilla dans leur zone. Ces menaces, formulées publiquement dans la période même du processus de villagisation forcé et de l'incendie par la milice des paillotes en habitat dispersé, ont pu favoriser une convergence entre certains anciens *régulos* et une fraction des populations sinistrées, qui n'aurait autrement peut-être pas eu lieu.

— Notons enfin que les personnalités dominantes dans la structure lignagère sont divisées face à l'édification des villages communautaires. Dans les quatre villages étudiés (rapport DAA-DDR), les nouvelles familles ayant joui d'une promotion sociale remarquable à la faveur de la création des villages n'appartiennent pas au clan historiquement dominant dans la région (Lapone) au sein duquel étaient recrutés la plupart des chefs de canton. Les anciens chefs de canton n'ont pas su ou n'ont pas pu utiliser l'édification des villages pour bénéficier des différenciations sociales nouvelles qui l'accompagnaient dans la paysannerie. Ce furent les groupes lignagers de certains *mahumu*, chefs de lignages et chefs de terre, et ceux de leurs alliés matrimoniaux immédiats, hôtes sur leurs territoires qui, étant parvenus à favoriser l'édification d'un village sur leur territoire, furent en mesure de tirer avantage de la stratégie de « socialisation des campagnes ». Ils ont acquis cette position, comme on l'a vu, aux dépens des populations des territoires voisins qu'ils ont soumises d'abord administrativement et politiquement, puis économiquement et socialement avec la villagisation forcée. De leur côté, ces populations, sinistrées, coupées de leurs richesses et de leurs terres, ont souvent trouvé dans la personne de leurs propres *mahumu*, leurs représentants spontanés face à l'administration villageoise et aux notables du nouvel appareil d'État. Ce sont ces chefs de terre expulsés que l'administration du district a fait arrêter et emprisonner, ou que la milice villageoise a contraint physiquement (ligotés) à venir s'installer au village, lorsque leurs dépendants et leurs hôtes territoriaux ont tenté de résister à la pression administrative (entre 1979 et 1983, voir rapport DAA-DDR).

La création des villages a donc opposé des populations entre elles, mais aussi des notables lignagers entre eux : les chefs de ter-

res spoliés, et parfois humiliés, à leurs pairs qui étaient parvenus à faire établir un village sur leurs territoires. Certains chefs de terres lésés constituent ainsi une autre catégorie de personnalités de la société lignagère, éventuellement réceptive à la propagande de la RENAMO. Ils pourraient l'être à un double titre :

— en tant que représentants des populations déplacées et menacées jusque dans les conditions de leur subsistance physique, exploitées et précarisées socialement et économiquement,

— en tant que notables de la structure politique lignagère, qui siègent régulièrement aux côtés du *mpéwé* (le chef légitime de la chefferie, qu'il soit ou non ancien chef de canton) au conseil des *mahumu*. Ils ont vu comme tels leurs fonctions mises à l'index depuis l'indépendance, et leur influence décliner ; ils pourraient éprouver des sentiments assez proches de ceux des anciens *régulos* auxquels, s'ils sont *mpéwé*, ils doivent toujours allégeance. Quant à ces derniers, c'est par l'intermédiaire de ces chefs de terres qu'ils peuvent éventuellement tenter de retrouver une capacité mobilisatrice et une audience politique significative auprès des populations.

Une fraction de la jeunesse

Nous ne pouvons entrer ici dans le détail des événements qui ont conduit à l'accroissement de la pression sociale et économique s'exerçant sur la jeunesse dans les campagnes ces vingt dernières années. Schématiquement, ce que les plus âgés ne peuvent plus guère obtenir des jeunes hommes après leur vingtième année, ils tendent à le chercher, et à le trouver plus aisément, auprès des adolescents de 13 à 20 ans (6). En tout état de cause, une fraction de la jeunesse manifeste un rejet, généralement irréflecti politiquement, du milieu et des rapports sociaux « traditionnels » dans lesquels elle voit, non sans raison, l'origine de ses difficultés, de son ressentiment. Mais le Parti a rarement pu, su ou voulu capitaliser localement, sur ses propres objectifs, cette force de transformation. Dans un cas seulement (Napai, voir rapport DAA-DDR), des « militants » vont s'appuyer sur le discours et la stratégie du FRELIMO en milieu rural, pour mobiliser les jeunes sur son projet. Cependant, l'évolution politique et militaire récente, le découragement et la peur semblent avoir favorisé le retrait de ces « militants » et des jeunes gens qui les avaient suivis cédant la place aux chefs et aînés lignagers qui investissent en force, après les avoir boudées pendant dix ans, les structures villageoises et du Parti (dans le cas particulier du Napai).

(6) Voir rapport DAA-DDR, ainsi que C. Geffray, « Éléments d'une histoire de la famille en pays *makhuwa* : de 1930 à nos

jours », in *Familles d'Afrique et d'ailleurs*, ORSTOM, à paraître.

Enfin, même lorsque ces luttes se sont exprimées au niveau politique (avec pour enjeu le contrôle du Parti et du village), les champs collectifs et les coopératives n'ont pour leur part jamais constitué une solution économiquement crédible, dont se seraient emparés ces couches sociales en rupture avec leur milieu, dans leurs stratégies d'émancipation. Ainsi, pour ces jeunes gens :

— il n'existe pas d'avenir au village,

— il n'y a pas de possibilité de migrer, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent envisager de subsister en engageant leur travail dans un système de production autre que l'agriculture et le milieu familial qu'ils rejettent. Beaucoup ont tenté leur chance en ville (Nampula ou Nacala) au lendemain de l'indépendance. Le développement de la crise industrielle et la pénurie d'emplois ont cependant favorisé leur retour progressif au village. Certains, disposant de famille en ville, ont pu s'insérer dans les réseaux d'approvisionnement des villes, mais ils ont souvent été à leur tour victime de l'« opération production » (7),

— enfin, beaucoup ont mis leur espoir dans l'école, mais on connaît les grandes difficultés (compte tenu du manque de professeurs) rencontrées par une majorité de ceux qui, sortant de la 4^e classe, tentent de se faire inscrire en 5^e (secondaire) pour poursuivre des études.

On rencontre ces jeunes gens dans tous les villages. Pour eux, l'« impérialisme » est loin, beaucoup plus proche est l'arrogant directeur d'école secondaire qui a refusé de les inscrire, ou telle « structure » (notable de l'appareil d'État ou du Parti) qui les a humiliés, qui les méprise ou les craint, ou encore la défiance générale qui les entoure issue des autorités familiales, villageoises ou du Parti, et même de leurs anciens camarades, de la même génération, mais déjà mariés et initiés (autant d'actes de soumission à la logique de la société locale auxquels ils se refusent encore de souscrire). L'appareil administratif et policier les empêche de rejoindre les grandes villes, et le souvenir ou la rumeur de l'« opération production », des abus et des brutalités de la police suffiraient à décourager les plus téméraires.

Cette fraction de la jeunesse constitue une catégorie sociale particulièrement sensible et instable. Il semble plausible de considérer que, aux yeux du moins d'une minorité d'entre eux, la déstabilisation supplémentaire de la paysannerie, créée par l'extension des activités de la guérilla, offre un certain nombre d'opportunités nouvelles et de débouchés à leur révolte latente ou effective. Peut-être devrait-on comprendre par là (sous réserve d'informations plus précises) la genèse d'une certaine délinquance, vols et agressions indi-

(7) L'« opération production », réalisée en 1983, avait pour objectif de déporter des vil- les vers les campagnes lesdits « improductifs » (« chômeurs », « marginaux », etc.).

viduelles visant au premier chef à l'acquisition de biens manufacturés (vêtements, radios...), actions toujours susceptibles d'être passées au crédit des « bandes armées ». Toutefois, les difficultés actuelles d'accès au numéraire pour la jeunesse dans son ensemble (ce qui n'était pas vrai au lendemain de l'indépendance) et la pénurie générale de biens de consommation font qu'on ne peut imputer le développement de la délinquance à cette seule catégorie sociale : la jeunesse marginalisée ne fait que manifester un potentiel de révolte plus important qui la rend peut-être susceptible de succomber plus facilement à des tentations qui touchent douloureusement l'ensemble de la population (8).

Des jeunes ont-ils franchi le pas et se sont-ils engagés dans des bandes contrôlées par la RENAMO, là où son implantation a permis un contact effectif ? Certains ont peut-être cru devoir mettre au passif du FRELIMO le blocage de leur situation sociale, la frustration de leurs ambitions. Peu importe à cet égard que la RENAMO n'ait pas de programme, il suffit qu'elle soit contre le Parti, identifié à l'ordre établi. Il est vrai enfin que la vie aventureuse de la guérilla peut constituer, par elle-même, un attrait suffisant pour ces jeunes à qui la société a refusé tout avenir.

La crise interne de la paysannerie, l'État et la RENAMO

Une partie de la jeunesse, les populations déplacées dans les villages, une partie des catégories sociales dominantes de la structure lignagère constituent autant de couches sociales en crise qui, pour des motifs différents et même parfois contradictoires (jeunesse et pouvoir lignager), sont susceptibles de se reconnaître une convergence de vues, sinon une communauté d'intérêts face aux nouveaux groupes sociaux qui ont bénéficié de la villagisation et au-delà, face à l'État socialiste.

La présence de la RENAMO n'est pas indispensable pour que se manifestent les premiers symptômes de ces conflits latents, comme en témoignent les exemples sus-cités : l'existence de groupes vivant

(8) De même, si l'incorporation éventuelle de ces jeunes dans les milices villageoises, et l'accès aux armes qu'elle autorise, peut encourager la « délinquance sociale », le problème posé par les exactions fréquentes des miliciens est cependant beaucoup plus large et loin de pouvoir être mis au seul compte des jeunes marginaux.

Il faudrait pouvoir analyser le problème posé par le comportement de la milice, cas par cas, pour chaque village. Dans certains villages, la milice « travaille », sinon pour son propre compte, du moins pour celui du

groupe social qui en a contrôlé le recrutement. On nous a mentionné parfois l'exercice d'un racket sur les paysans voisins (volailles, chèvres, porcs, alcool...), mais aussi des viols et autres brutalités telles que le comportement des miliciens est parfois associé dans l'esprit des gens à celui des anciens *sipaios* coloniaux. Il est illusoire dans ce cas d'envisager que la milice puisse constituer une « organisation d'autodéfense » sérieuse face à la RENAMO ; elle n'est d'ailleurs pas reconnue comme telle par la population.

de pillage, le développement de la délinquance, auxquels pourraient s'ajouter encore de nombreuses manifestations de violence individuelles (agressions, règlements de compte, attaques en sorcellerie), sont autant d'expressions de ces conflits. En règle générale néanmoins, ces luttes demeurent latentes et pacifiques. Leur expression violente est sans doute significative, mais elle demeure ponctuelle, sporadique et marginale en l'absence d'une intervention guerrière de la RENAMO dans la région. Il est peu probable que, dans ces conditions, la convergence d'intérêts « objectifs » entre les différentes composantes sensibles de la population puisse s'opérer effectivement et prendre une forme concrète.

Par ses objectifs proclamés — renverser le FRELIMO — la RENAMO désigne comme cible et responsable de la crise les représentants du Parti et de l'appareil d'État, là où on ne voyait peut-être localement que l'action perverse d'un groupe lignager particulier. On sait que les premières personnes assassinées dans un village investi par la RENAMO sont les secrétaires de village, du Parti, les responsables de la coopérative, etc., lesquels sont aussi (si ce que nous avons constaté dans le Eráti se vérifie ailleurs) membres ou proches du groupe lignager contrôlant le territoire où fut édifié le village, c'est-à-dire membres du groupe social promu dominant grâce à la villagisation. Ces assassinats prennent ainsi probablement souvent la forme d'un double règlement de compte :

- de la RENAMO contre le FRELIMO et l'État,
- de certains membres des couches sociales « sensibles », en crise (plus particulièrement ici les populations déplacées et lésées et leurs notables lignagers et territoriaux, étrangers au territoire du village), contre les représentants des nouvelles familles dominantes.

« Si on me tue, ce ne sera pas la RENAMO mais les villageois qui me tueront », nous a déclaré le responsable de la coopérative du village S. Machel (ex-Mejuco). Il suffirait du reste, comme cela semble se faire fréquemment, qu'un villageois le dénonce à la RENAMO.

La RENAMO semble ainsi en mesure d'exploiter à son profit les conflits internes à la paysannerie et de radicaliser les positions d'une partie de ceux qui les subissent :

- en promettant aux anciens notables la restauration de leur pouvoir et en reconnaissant la légitimité de leurs prérogatives perdues,

- en incitant les populations déplacées à quitter les villages et à retourner vivre sur leurs territoires anciens : elles voient dans le village — et c'est un fait — le lieu de leur subordination politique et de leur marginalisation économique et sociale, et dans leur ancien territoire le lieu d'une richesse et d'un bien-être perdu.

La RENAMO peut alors espérer que ces couches sociales, ou une partie d'entre elles, manifestent à son endroit une neutralité

bienveillante, et elle peut à l'évidence recruter en leur sein parmi une minorité plus agissante, plus déterminée ou plus désespérée. Il est probable que la guérilla parvienne ainsi à favoriser l'engagement physique à ses côtés de personnes dont les motivations et les intérêts sont par ailleurs contradictoires. Dans le même temps, elle tend à radicaliser les positions : elle transforme les conflits latents internes à la paysannerie en un conflit ouvert entre une fraction de la paysannerie et l'État. Il lui suffit de deux ou trois mots d'ordre simples et démagogiques, collant au plus près aux préoccupations parfois vitales de certaines couches sociales, tout en introduisant des armes dans un milieu déjà mûr, et dont la déstabilisation se trouve encore aggravée par la polarisation qu'impose sa présence active.

Au-delà des anciens notables qui voient croître leur influence dans le cours même de ce processus, au-delà des populations lésées aspirant à recouvrer leurs ancardiers et leurs terres perdues, au-delà de la RENAMO qui porte et utilise les armes indispensables à la mise en forme violente des conflits qui divisent les populations où elle intervient, il y a l'Afrique du Sud qui livre ces armes et qui voit fléchir les positions du FRELIMO à mesure de l'augmentation de la pression interne — même si elle contrôle probablement très mal le jeu des forces qu'elle déchaîne et alimente, ainsi que les rythmes de son développement.

Il faut enfin envisager l'existence possible d'un processus se déclenchant à partir d'un certain seuil d'intensité des actions armées, au-delà duquel la guérilla tendrait à s'entretenir, et même à élargir ses capacités de recrutement. La destruction ou le pillage des greniers dans les villages par la RENAMO, ou dans les pailotes en habitat dispersé par les FPLM, peut pousser un certain nombre de paysans ou de familles à s'engager à leur tour, pour subsister, dans une économie de pillage. La RENAMO offrirait alors les armes, l'infrastructure, toutes les conditions logistiques de la guérilla, c'est-à-dire les moyens de subsistance par le pillage. A supposer qu'un tel cycle s'enclenche, les capacités d'une région quelconque à en supporter les conséquences étant évidemment limitées (famine), il suppose à court terme l'extension des activités des bandes de pillards, ou leur déplacement vers des zones vierges, indépendamment des intérêts stratégiques propres à la RENAMO.

*

* *

D'une part, il semble que la RENAMO, opérant dans une région où la villagisation est faible, ne soit pas en mesure de mobiliser de façon significative une fraction des populations à ses côtés, ni donc d'y entretenir la situation de guerre (ce pourrait être le

cas du district de Malema, 1985) ; d'autre part, une région de villagisation intense peut être le théâtre de conflits et de tensions sociales internes profondes, mais sans la présence active de la RENAMO, ces conflits ne semblent pas pouvoir y atteindre le seuil critique au-delà duquel ils s'exprimeraient sous une forme violente (c'est le cas du district de Erāti, 1985).

En revanche, la RENAMO n'a pas de grandes difficultés pour « faire prendre » la guerre dans une telle zone. Elle injecte cette fois des armes dans une formation sociale en crise aiguë (9), tout en se constituant localement en force militaire de rechange face à la violence de l'État (10).

Ainsi, schématiquement, la guerre ne « prend », la guérilla recrutant et s'autoreproduisant, qu'à partir du moment où les deux ingrédients sont réunis : la RENAMO avec ses armes et son infrastructure logistique guerrière, agissant dans une zone de villagisation intense où la crise place une partie majoritaire de la paysannerie aux limites ou en dessous du seuil de sa sustentation physique, tandis qu'une autre, minoritaire et identifiable localement au Parti et à l'État, tire avantage de cette situation. Cela permettrait de comprendre pourquoi la guerre est, dit-on, « totale » dans les districts de Ribaué et Mogovolos (juin 1985). Mogovolos est en effet passé de 19 villages en 1981, à 140 en 1984 ; quant à Ribaué, son administrateur a reçu en 1984 les « hommages » de la réunion de la Commission de coordination provinciale de socialisation des campagnes, pour avoir été le premier district dont la totalité de la population a été transféré dans des villages communautaires (11).

Selon les éléments d'analyse et les hypothèses que nous venons de présenter, le processus de villagisation (forcée à partir de 1984) paraît déterminer en partie les capacités d'expansion et d'implantation de la RENAMO dans la province de Nampula. La villagisation s'est considérablement accélérée dans la province entre 1981

(9) Soulignons au passage que si nos analyses sont exactes, l'arrivée des armes dans les villages pour l'entraînement « populaire » n'est sans doute pas sans danger dans ces régions : le « peuple » est divisé et certains, qui battent des mains au discours de l'administrateur, souscrivant une dernière fois à la loi du genre, peuvent peut-être tourner leurs armes le lendemain, si l'occasion s'en présente. Toutefois, là encore, la présence de la RENAMO serait nécessaire.

(10) Nous supposons que les capacités d'organisation militaire autonome des paysans en rupture sont limitées et que l'existence d'un cadre logistique et organisationnel, d'une infrastructure de guérilla déjà constituée, est décisive pour l'engagement des paysans.

(11) La guerre s'est intensifiée dans la province mais elle a aussi changé de forme (1986) : les attaques d'embuscades aux convois sur les routes se sont espacées ou ont cessé, par exemple sur la route Nampula-Namialo-Nacala. Des assauts seraient menés à présent de façon systématique en campagne, avec pour principal objectif la destruction des villages communautaires. Ceci témoigne peut-être, dans le cadre de notre analyse, du passage d'une intervention de la RENAMO sur des objectifs stratégiques propres définis de l'extérieur (terreur sur les voies de communication), à la pratique d'une guérilla bénéficiant d'un minimum de base sociale et d'implantation locale, redéfinissant ses objectifs de façon opportuniste.

et 1985, le nombre de villages communautaires augmentant d'environ 400 % pendant cette période. Conçus après 1984 pour organiser et encadrer les populations, favoriser son autodéfense et couper l'approvisionnement de la RENAMO, il est à craindre que les villages et la crise grave qui naît et se développe dans le sillage de leur édification n'aient en réalité fait qu'aménager un milieu social fertile à l'expansion des activités de la guérilla.

Christian Geffray

RCP « Afrique australe » du CNRS

Mogens Pedersen

FAO, Nicaragua

(Juillet 1985)

BIBLIOGRAPHIE

- BRANQUINHO, José Alberto Gomes de Melo, *Prospecção das Forças Tradicionais ; Distrito de Moçambique*, Lourenço-Marques, Serviços de Centralização Coordenação de Informação, 1969, 452 p., dactyl.
- DUHART, J.-C. ; LARRAZABAL, M. ; PEDERSEN, M., *Resumo do 1^e Inquerito realizado em Janeiro-Fevereiro 83 nas seis aldeias comunais/cooperativas na zona de Influência do CRED-Napai*, Napai, 1983, 9 p., dactyl.
- DUHART, J.-C. ; LARRAZABAL, M., « Uma Caracterização Sumária dos Agro-Ecosistemas Existentes na Zona de Influência do CRED-Napai, *Boletim Técnico*, n° 1, Maputo, Ministério da Agricultura, 1983, dactyl.
- GEFFRAY, C. ; PEDERSEN, M., *Transformação da Organização Social e do Sistema Agrário do Campesinato no Distrito de Eráti : Processo de Socialização do Campo e Diferenciação Social*, Maputo, DAA-UEM/DDR-MA, 1985, 101 p., dactyl.
- GEFFRAY, C., *Structure lignagère, économie domestique et développement rural dans le district du Eráti*, Rapport 1 à 5, DAA-UEM, 1984-1985, 350 p., dactyl.
- GEFFRAY, C., « Éléments d'une histoire de la famille en pays makhuwa : de 1930 à nos jours », in *Familles d'Afrique et d'ailleurs*, ORSTOM (à paraître).
- O'LAUGHLIN, E., « A questão agrária em Moçambique », in *Estudos Moçambicanos*, Maputo, Universidade E.-Mondlane, n° 3, 1981, pp. 9-32.
- VERSCHUUR, Ch., *Questions sur les technologies appropriées : contribution de l'expérience des villages communautaires au Mozambique*, Paris, Doctorat de 3^e cycle, IEDES (sous la direction de M. Mazoyer), 1984, 474 p., dactyl.
- WUYTZ, M., *Camponeses e economia rural em Moçambique*, Maputo, INLD, 1981, 67 p.